

La situation créée par les « gilets jaunes » est une occasion rêvée pour rebondir politiquement : c'est en effet la première fois qu'il devient clair pour tout le monde qu'il existe un lien direct entre transition écologique et justice sociale. Inutile de continuer à opposer économie et écologie : il faut les conjindre, tout en reconnaissant que c'est ouvrir la boîte de Pandore.

Bien que la désorientation semble générale, le public sent bien le décalage entre les buts que la civilisation s'est donnée jusqu'ici et le lieu matériel où cette même civilisation doit apprendre à résider si elle veut durer. Il suffit pour cela de lire les annonces des scientifiques, tous les jours, dans les journaux. La déconnexion entre ces annonces d'une menace imminente et l'incapacité d'agir à temps et à la bonne échelle pour en prévenir les effets, est la *cause profonde* de tous les mécontentements actuels. Il ne s'agit pas seulement d'une opposition aux taxes sur l'essence mais d'une crise existentielle sur la direction donnée à la civilisation. (On reconnaît là le parallèle avec la parole fameuse : « C'est une révolte ? — Non sire c'est une révolution ? » mais à une tout autre échelle).

Comment s'étonner de la souffrance de ceux à qui on ne dit pas — mais ils le sentent parfaitement — que la déconnexion entre le projet de la civilisation et l'état de la planète exigent une transformation profonde de leurs modes de vie ? Que le partage des sacrifices va évidemment reposer à nouveau toutes les questions de justice sociale ? Mais qu'il y a là, ce qu'on ne dit jamais sous une forme positive, une formidable occasion, pour tout un peuple, de réinventer ces conditions d'existence ?

Il ne s'agit ni de progresser à l'ancienne, c'est-à-dire à l'aveugle vers un état de la planète impossible à soutenir, ni de régresser, mais de *changer de cap* pour faire à nouveau coïncider le pays tel qu'on l'imagine et le territoire réel dont on tire sa prospérité. La civilisation qui s'aperçoit qu'il n'y a plus de terre correspondant à son projet, littéralement, atterrit enfin et s'organise en conséquence. Cette coïncidence, c'est ce qu'on peut appeler le *terrestre*.

L'objectif est donc le suivant : désigner le terrestre — sol, terre, milieu de vie, « heimat », écosystème, conditions matérielles d'existence, peu importe le nom — comme ce dans quoi doit dorénavant s'ancrer la question du niveau de vie et de la justice sociale. Il ne s'agit pas d'une régression, mais d'une incarnation, enfin réaliste, de la politique dans un monde réel et durable.

Tout le monde a l'air surpris par cette crise, mais personne n'a jamais expliqué au peuple français, clairement et en entrant dans les détails, que les projets traditionnels de développement, émancipation, progrès, prospérité étaient dorénavant liés à la possibilité de *trier* dans nos pratiques et nos habitudes celles qui étaient compatibles avec ce nouveau territoire et celles qui ne l'étaient pas. Ce *retour du territoire*, de la terre, du terrestre comme condition d'exercice de la politique n'a jamais été exprimé clairement. (Il n'y a guère que le mot « sol » mais il reste pour le moment un terme d'extrême droite, maurassien, identitaire, sans aucune accroche écologique crédible.)

Dépasser le clivage gauche-droite est un immense progrès mais, pour le moment, il ne fait que désorienter encore plus le public tant que l'on ne désigne pas ce *vers quoi* la société doit dorénavant se diriger. Comme toujours le ni- ni- ne

mène à rien. Diffuser le mot de transition ne rassurera personne tant qu'on ne dit pas vers quoi l'on est appelé à « transiter ». Si l'horizon de la mondialisation ou de la globalisation qui orientait jusqu'ici la politique (progressiste contre réactionnaire) a disparu, il faut une autre orientation qui permette de désigner de nouveaux progressistes et de nouveaux réactionnaires, mais *aimantés* par une nouvelle définition du territoire français.

Le problème, c'est que le retard dans la prise au sérieux de la mutation climatique, fait que personne, pas plus l'État que les citoyens — et encore moins les partis dits écologiques — n'a d'idée précise et partageable sur ce territoire vers lequel on doit désormais se diriger. On sait qu'il faut ancrer toutes les pratiques dans un sol, que les conditions matérielles doivent être « durables », que l'économie doit être « circulaire », mais on sait aussi que chacun de ces souhaits *entre en conflit* avec toutes les décisions prises antérieurement sur l'équipement des villes, les choix énergétiques, les engagements internationaux, le droit de propriété, les formes d'agriculture, etc. Réorienter vers le terrestre, c'est, par définition, *multiplier les controverses* sur tous les sujets possibles de l'existence quotidienne et nationale, sans que l'État possède les réponses.

L'État ne peut pas, dans l'état actuel, savoir quoi faire puisque son organisation administrative est entièrement organisée par l'usage du territoire, de la souveraineté, de l'autorité qui était adapté aux mouvements de modernisation et de développement maintenant mis en péril et suspendus hors sol par le nouveau régime climatique. Il faut donc *recharger* l'État de nouvelles tâches et de nouvelles pratiques pour qu'il sache lui-même comment accompagner à nouveau la société civile en voie de réorientation vers le terrestre.

La tension actuelle vient de ce que la société civile n'est pas plus capable que l'État de s'organiser vers ce nouveau régime comme on le voit par l'irréalisme des demandes. Il n'est donc pas facile de passer de la *plainte* à la *doléance* (terme entendu au sens ancien des Cahiers de doléance qui décrivaient des territoires en fonction des injustices commises et des moyens d'y remédier par une autre organisation de la fiscalité et du droit). La désorientation est donc générale, d'autant que ce qui reste des anciens partis continue à organiser la dispute selon l'ancien vecteur — identité nationale ou ethnique d'un côté, mondialisation et progrès de l'autre, sans oublier la révolution en costume d'époque enfin, si l'on voulait compléter le désespérant tableau de « l'offre politique ».

En même temps, dans tous les coins de France et sur tous les sujets, d'innombrables initiatives préfigurent un atterrissage vers cette autre forme d'appartenance au territoire. En un sens, les Français ont déjà changé de direction et d'attente, mais personne ne leur a dit ! Du coup, ces initiatives n'ont pas de représentation publique et partagée.

La question actuelle est de savoir si le gouvernement peut se saisir de la crise pour en amplifier l'enjeu ? Puisque vous protestez avec raison contre la mauvaise manière de réconcilier écologie et économie, que proposez-vous de mieux ? Est-il possible pour un gouvernement dont on attend toujours qu'il sache quoi faire, d'accepter le *partage d'ignorance* ajusté à l'étendue de la crise actuelle ?

Il ne s'agit pas d'une simple concertation même nationale car les sujets sont beaucoup trop polémiques et controversés. La concertation n'a de sens qu'entre citoyens capables d'exprimer leurs intérêts et de les articuler dans un projet de transformation explicite. Or, la désorientation actuelle est beaucoup plus grave :

nous avons de la peine à expliciter nos intérêts parce que nous sommes pris dans deux projets de civilisation incompatibles.

Plus gravement, nous ne sommes pas capables de décrire précisément le territoire dont nous dépendons et qui nous permet d'exister et de prospérer (territoire, il est important de le souligner, qui déborde les frontières de l'État-nation comme du maillage administratif). C'est évident pour le climat ou les sources d'énergie ou d'alimentation, mais c'est vrai aussi de toutes les conditions matérielles, eau, biodiversité, transport, éducation, métiers, multinationales, internet, etc. La limite, le contenu et la composition des terrains de vie, voilà ce qui est le plus compliqué, aujourd'hui, à définir. Ce que la question des migrations met en lumière de façon chaque jour plus dramatique.

Avant qu'une concertation soit efficace, il faut donc un travail de description des territoires de vie, effectué par les citoyens eux-mêmes, qui leur permettent de repérer ce qu'ils veulent conserver et ce qu'ils veulent modifier de l'ancien régime climatique. Description forcément controversée, contradictoire, mais indispensable pour redéfinir les missions de l'État.

L'épisode des Cahiers de doléance prête à malentendu mais elle ne peut pas être passé sous silence parce qu'elle offre un précédent unique d'une crise majeure où l'État avoue son ignorance sur ce qu'il faut faire. Il ne faut pas oublier, qu'en eux-mêmes les 60.000 cahiers ne menaient aucunement à la Révolution ; ils offrent plutôt un modèle d'injonction (explicite dans la lettre de convocation du 4 janvier 1789) à décrire les abus, la fiscalité, les territoires, l'économie dans un même souffle sans présupposer un cadre préalable. Ce qui se fait au fond spontanément dans la crise actuelle, mais qu'il faut amplifier et généraliser jusqu'à ce que l'entrecroisement des doléances controversées permettent de repérer les solutions réalisables. (L'autre parallèle frappant est celui du Brexit qui mobilise informellement pendant deux ans tout un peuple pour passer de la plainte identitaire — *Britain first!* — à la réalisation progressive des attachements innombrables dont ce même peuple s'aperçoit qu'il ne peut et ne veut pas se passer.) De la plainte à la description des attachements, c'est toute la politique actuelle qui est en jeu.

Pour sortir du modèle cahiers de doléance, disons qu'il s'agit d'une « cartographie nationale des controverses à résoudre lors de l'inévitable transition de la France vers le nouveau régime climatique » selon le principe que les meilleurs experts pour dresser cette carte ce sont les citoyens eux-mêmes directement engagés dans les territoires en mutation ; citoyens simplement accompagnés ou aidés par les administrations qui en attendent les résultats mais ne s'y substituent pas.

En supposant que cette immense prise de risque soit la meilleure réponse à la crise, comment la mener à bien ? Le manque général de confiance envers l'autorité, rend impossible le modèle de la convocation par l'État, par un parti, par les préfets d'une procédure du type « cahier de doléance ». La seule procédure praticable semble de procéder en deux temps : faire un appel d'offre à des groupements déjà engagés dans la transition vers le terrestre (ONG, militants, associations culturelles, centres de recherche, universités, lieux de culte, écoles d'art, syndicats) d'organiser de telles assemblées ; sélectionner ceux qui en semblent capables et dont la qualité de parole ne puisse pas immédiatement être mise en doute ; puis soutenir financièrement et assurer la logistique (internet,

réseau social) de la mobilisation de ceux au service de qui ils ont accepté de se placer. (On peut aussi imaginer de commencer par un territoire volontaire, voire une ville ou un métier).

Indépendamment des difficultés organisationnelles de cette cartographie des controverses, il y a une question de tonalité : il faut mettre en avant que cette crise offre d'abord une occasion formidable de reprendre l'initiative puisque de toutes façons, il faudra bien qu'un pays se lance dans cette conversion générale de son mode de fonctionnement pour réconcilier sa définition du territoire avec ses conditions d'existence. Pourquoi pas maintenant ? Pourquoi pas la France ? Être le « pays des droits de l'homme » ne suffit plus à son destin : elle doit être le premier pays qui se lance dans cette aventure. Il y a là une question qui est au cœur de la notion de *patrie* et, en particulier, de la *patrie européenne*, puisqu'il s'agit bien de reprendre ces vieilles notions de peuple et de sol, si fondamentales pour l'identité, mais en leur donnant un contenu complètement nouveau qui les rattache au monde réel. Encore une fois, il ne s'agit pas de régresser, de s'appauvrir, de décroître, mais de changer de cap pour apprendre à prospérer.